

*Affaires courantes*

pouvoir. Ils n'ont pas les moyens d'exercer des pressions sur les gouvernements pour que ceux-ci prennent des décisions en leur nom. Le défi est donc pour nous tous d'essayer de leur donner un certain pouvoir, et c'est pourquoi il importe tellement de ratifier la convention, qui prévoit une toute nouvelle norme en fonction de laquelle tous les gouvernements devront répondre de leurs engagements et en fonction de laquelle nous devrons tous rendre des comptes.

J'espère qu'au cours des prochains mois, alors même que nous examinerons des propositions de modification de la Constitution, nous prendrons la peine de nous demander si nos devoirs envers les enfants du monde entier ne devraient pas faire partie de nos engagements constitutionnels.

J'emprunterai le mot de la fin à une jeune fille qui est en 7<sup>e</sup> année à la *St. Mary's Academy*, dans ma circonscription, et qui, dans le cadre d'un concours de rédaction que j'ai parrainé l'an dernier, a envoyé la rédaction suivante qui résume le sens de toute la situation, je crois. Elle dit ceci:

Aux dirigeants mondiaux,

À la télévision et dans les journaux, il y a un sujet qui revient sans cesse, les enfants. On ne nous montre pas des enfants heureux qui sont cajolés, mais des enfants morts, des enfants qui ont faim, qui sont malades ou qui ont peur. On rapporte aussi régulièrement que des dirigeants mondiaux se préparent à la guerre ou discutent de pollution environnementale. Ils se blâment mutuellement, mais ils ne trouvent que bien peu de solutions.

Les dirigeants semblent aussi utiliser l'avenir des enfants comme prétexte pour faire ce qu'ils font. Écoutez-moi, s'il vous plaît. Je suis une enfant et j'aimerais réellement que vous m'écoutez. Je ne veux pas que vous me parliez de mes droits, je veux que vous reconnaissiez que les enfants n'ont pas choisi de naître. Ils n'ont choisi ni leur pays d'origine ni le contexte dans lequel ils naissent. Ils n'ont pas choisi d'être des victimes. J'aimerais que les dirigeants mondiaux utilisent leurs pouvoirs, leurs ressources et leur intelligence pour offrir aux enfants un monde attentionné et aimant. Si tous cessaient de se demander qui a le plus d'argent, les ressources naturelles les plus abondantes ou les plus gros canons, la population s'en trouverait beaucoup mieux.

Cherchons plutôt à savoir qui a le moins de sans-abri, le moins d'enfants victimes de violence, le moins d'analphabètes, le moins de pollution et le plus de compassion.

Si vous croyez vraiment que nous sommes la génération de l'avenir et si vous croyez vraiment que les droits fondamentaux de la personne s'appliquent aussi à nous, montrez-le nous. Nous voulons vous croire, mais par pitié, montrez-le nous.

Je pense que ce texte résume sur un ton particulièrement juste et particulièrement éloquent, dans les mots d'une enfant de 11 ans, ce que nous tous dans cette enceinte avons à faire, au moment où nous signons cet engagement sur les droits de la personne.

**M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing):** Monsieur le Président, je veux seulement ajouter quelques brefs commentaires au nom du Nouveau Parti démocratique.

J'aimerais d'abord remercier le député de Rosedale d'avoir présenté cette motion. Je sais qu'il est très engagé sur la question des enfants souffrant de carences, de la faim ou des effets de la guerre, tant au tiers monde qu'au Canada, ces enfants qui ne sont pas consultés sur les décisions qui les touchent. Je veux aussi remercier le député de Winnipeg-Sud-Centre de sa participation, ainsi que mon collègue, le député de Saskatoon—Humboldt, qui a participé au processus ayant abouti à la présentation de cette motion à la Chambre.

J'en profite aussi pour rendre hommage au premier ministre pour le rôle qu'il a joué dans la conclusion de la convention de l'ONU. Je pense qu'on ne peut douter, après l'avoir entendu, qu'il éprouve également beaucoup de compassion pour les enfants qui souffrent au Canada.

Nous pouvons tous chercher d'autres solutions à ce problème dont souffrent les enfants du Canada comme ceux des pays en développement. Mais je pense qu'il vaut la peine et qu'il importe de mentionner que le premier ministre s'intéresse lui aussi de très près à cette question.

Je pense qu'on attend que le gouvernement passe à l'action. Dès que le gouvernement présentera des mesures pour mettre en oeuvre la Déclaration des Nations Unies, qu'il augmentera son aide aux pays en développement et qu'il fournira des ressources supplémentaires pour régler ce problème chronique, le terrible problème de la faim dont souffrent les enfants du Canada, l'opposition s'empressera d'appuyer l'adoption de ces mesures.

J'ai hâte qu'il les prenne, ces mesures. Il est loin d'être certain que pareilles mesures seront prises, mais il faut garder espoir. Je puis assurer à la Chambre que le NPD les appuiera sans réserve si elles le sont.